



L'ADDIP communique – lundi 18 avril 2011 : Canton de Laruns, oui à des Pyrénées vivantes, non à l'ensauvagement du massif.

L'ADDIP se réjouit du rassemblement organisé à Laruns samedi 16 avril 2011.

Il ne s'agissait aucunement d'une manifestation coordonnée de tout le massif, mais d'une prise de position publique et locale des valléens directement menacés par l'introduction d'une ourse envisagée par l'Etat en Béarn : une seule commune du Béarn a en effet voté en faveur de la réintroduction, commune du piémont qui ne possède pas d'estive, n'est donc pas directement confrontée au problème. Les nombreux élus politiques et consulaires présents ont affirmé leur refus de l'ensauvagement du massif et de la désappropriation de leur territoire, véritable objectif à moyen terme de cette opération.

Des délégations des associations départementales voisines étaient venues apporter leur soutien : ASPAP pour l'Ariège, ADIP pour la Haute Garonne, ASPP pour les Hautes Pyrénées. Les deux vice présidents de la coordination pyrénéenne, ADDIP, étaient aussi présents. Marie Lise Broueilh est intervenue à ce titre pour montrer comment cet objectif d'ensauvagement et de dépossession était totalement contradictoire avec la façon dont ces territoires répondent aux besoins actuels de la société et à la préservation du milieu :

- rôle scientifiquement reconnu du pastoralisme dans la richesse de la biodiversité pyrénéenne ;
- produits alimentaires de qualité et de proximité en phase avec l'actuelle demande d'une production durable respectueuse des milieux ;
- préservation des paysages ouverts et humanisés qui sont le cadre de ce tourisme de loisir que nos contemporains recherchent, à l'inverse de nombreuses restrictions et interdictions qui sont une menace pour toutes les activités humaines dans les zones à ours.

L'ADDIP tient à rappeler que l'alternative n'est pas pro ours contre anti ours, ce qui serait ridicule, l'ours n'est en rien responsable de cette situation conflictuelle ! Le programme européen Life 93/Nat/F/011805 qui fut en 1993 le précurseur du Plan Ours présentait déjà le massif ainsi: « Jusqu'à il y a peu encore, une zone isolée et inaccessible ... » ⁽¹⁾. L'ours est l'otage de cette volonté d'ensauvagement qui prétend rayer de la carte des femmes, des hommes, des troupeaux, une civilisation pastorale qui ont lentement façonné le massif depuis le néolithique, il y a plus de 5000 ans.

La non acceptation sociale des réintroductions qui s'exprime aujourd'hui de façon unanime dans toutes les vallées du massif marque au contraire la détermination de tous à continuer cet héritage en l'adaptant aux conditions de vie et de travail du XXI^e siècle.

Ne pas en tenir compte, vouloir passer en force, serait pour l'Etat s'inscrire ouvertement dans cette politique d'ensauvagement que le massif refuse. Confronté aux crises écologiques, économiques et sociales actuelles, notre pays a d'autres urgences à résoudre, et les Pyrénées mieux à faire que d'être transformées en sanctuaire du sauvage pour complaire à quelques associations qui ne représentent qu'elles mêmes et instrumentalisent l'ours comme leur fond de commerce.

ADDIP, 18 avril 2011

(1) Original en anglais : « Until recently a remote and inaccessible area », voir : http://ec.europa.eu/environment/life/project/Projects/index.cfm?fuseaction=search.dspPage&n_proj_id=157&do